

## 12.2 Épargne - Patrimoine

Le **patrimoine** économique **national** continue d'augmenter en 2011 et dépasse 13 600 milliards d'euros. Cette progression s'explique par la poursuite de la forte hausse des prix de l'immobilier dans tous les secteurs institutionnels résidents.

L'épargne et les comportements patrimoniaux des **ménages** conditionnent une large partie du financement de l'économie et sont affectés par les évolutions des marchés financiers et immobiliers, les innovations financières ou encore le vieillissement de la population. Pendant la crise, les ménages ont donné leur préférence aux placements sous forme de livrets et d'assurance-vie. En revanche, ils se sont détournés de l'épargne-logement et sont devenus moins nombreux à détenir des titres financiers.

En 2011, le patrimoine net des ménages progresse et atteint 10 411 milliards d'euros, en augmentation de 2 % par rapport à 2010. Leurs actifs se composent à 66 % d'actifs non financiers (principalement logements et terrains bâtis) et à 35 % d'actifs financiers. En négatif, les passifs financiers, constitués à plus de 70 % de crédits à long terme finançant les acquisitions de logement des ménages, représentent 13 % du patrimoine des ménages.

Le **taux d'épargne des ménages** progresse très légèrement (+ 0,2 point) pour s'établir à 16,1 % en 2011. La rémunération des placements des ménages en produits liquides (comptes courants et livrets) se redresse en

2011, soutenue par la remontée des taux d'intérêt. Les dividendes reçus par les ménages se redressent également, après le repli de 2010 du fait de la baisse des résultats des entreprises durant la récession. À l'inverse, les revenus de la propriété attribués aux assurés reculent : les contrats d'assurance-vie perdent de leur attractivité face aux autres produits de placement, dont les taux de rendement augmentent.

Le **taux d'autofinancement** des sociétés non financières est en fort repli (- 15 points). En plus du retrait de l'excédent brut d'exploitation, le solde des revenus financiers se dégrade. En effet, la détérioration des dividendes nets et dans une moindre mesure des intérêts nets l'emporte sur l'amélioration des bénéfices réinvestis perçus par les sociétés non financières qui ont des filiales à l'étranger. Dans le même temps, le patrimoine net des **administrations publiques** est toujours en repli, malgré la légère augmentation des actifs financiers et non financiers.

En 2010, 57,3 % des salariés du secteur marchand non agricole, soit 8,8 millions de salariés, ont eu accès à au moins un dispositif de participation, d'intéressement ou **d'épargne salariale**. Près de 7,2 millions d'entre eux ont effectivement reçu une prime au titre de la participation ou de l'intéressement ou bénéficié d'un abondement de l'employeur sur les sommes qu'ils ont versées sur un **plan d'épargne entreprise (PEE)** ou sur un **plan d'épargne retraite collectif (PERCO)**. ■

### Définitions

**Épargne salariale** : ensemble de dispositifs dont l'objectif est d'associer les salariés aux résultats de leur entreprise et de favoriser l'épargne collective et le développement des investissements des entreprises.

**Patrimoine national** : se comprend comme le patrimoine des résidents sur le territoire national. Il repose sur la propriété d'actifs économiques susceptibles de faire l'objet de transactions. Il ne comprend pas les monuments historiques, par exemple.

**Administrations publiques, épargne des ménages, ménage, organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), plan d'épargne entreprise (PEE), plan d'épargne pour la retraite collective (PERCO), société non financière (SNF), taux d'autofinancement, taux d'épargne des ménages, taux d'épargne financière, taux d'investissement en logement** : voir rubrique « définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « Participation, intéressement et épargne salariale en 2010 : une hausse de 14 % des montants distribués. », *Dares Analyses* n°55, septembre 2012.
- « Les revenus et le patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2012.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2012.
- « Les comportements patrimoniaux des ménages en France », *Bulletin de la banque de France* n°185, 3<sup>ème</sup> trimestre 2011.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

## Patrimoine national des secteurs institutionnels fin 2011

en milliards d'euros

	Ménages <sup>1</sup>	Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Ensemble de l'économie nationale
<b>Actifs non financiers</b>	<b>7 712</b>	<b>4 190</b>	<b>278</b>	<b>1 764</b>	<b>13 943</b>
Constructions et terrains	7 238	2 646	240	1 648	11 772
dont : logements	3 563	607	55	57	4 282
autres bâtiments et génie civil	151	947	70	976	2 145
terrains bâtis	3 524	1 092	114	614	5 344
Machines et équipements	49	483	12	26	570
<b>Actifs financiers<sup>2</sup></b>	<b>4 036</b>	<b>4 724</b>	<b>11 421</b>	<b>919</b>	<b>21 100</b>
dont : numéraires et dépôts	1 213	424	3 141	132	4 910
titres hors actions hors produits dérivés	60	71	2 911	69	3 111
crédits	27	765	2 788	65	3 646
actions et titres d'OPCVM	906	2 420	1 960	385	5 670
provisions techniques d'assurance	1 517	51	85	1	1 655
<b>Passifs financiers<sup>2</sup></b>	<b>1 337</b>	<b>6 838</b>	<b>11 080</b>	<b>2 177</b>	<b>21 432</b>
dont : numéraires et dépôts	0	0	5 132	103	5 234
titres hors actions hors produits dérivés	0	426	1 591	1 598	3 615
crédits	1 132	1 644	436	236	3 448
actions et titres d'OPCVM (passif en actions)	7	3 740	1 740	0	5 487
provisions techniques d'assurance	0	0	1 682	0	1 682
<b>Patrimoine financier net</b>	<b>2 699</b>	<b>- 2 113</b>	<b>348</b>	<b>- 1 256</b>	<b>- 323</b>
<b>Patrimoine (ou valeur nette)</b>	<b>10 411</b>	<b>2 076</b>	<b>626</b>	<b>507</b>	<b>13 620</b>

1. Y compris entrepreneurs individuels et institutions sans but lucratif au service des ménages.

2. Hors produits dérivés.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Les dispositifs d'épargne salariale

	2000	2005	2010
<b>Participation</b>			
Montant brut distribué <sup>1</sup>	4 927	6 989	7 380
Nombre de bénéficiaires <sup>2</sup>	4 254	4 848	4 939
Montant moyen en euros	1 158	1 442	1 494
<b>Intéressement</b>			
Montant brut distribué <sup>1</sup>	3 799	5 708	7 185
Nombre de bénéficiaires <sup>2</sup>	3 283	4 119	4 646
Montant moyen en euros	1 157	1 386	1 546
<b>Plan d'épargne entreprise (PEE)</b>			
Montant brut distribué <sup>1</sup>	974	1 302	1 338
Nombre de bénéficiaires <sup>2</sup>	2 024	2 418	2 256
Montant moyen en euros	481	539	593

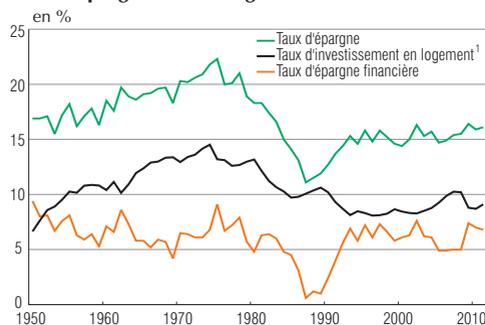
1. En millions d'euros.

2. En milliers.

Champ : entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole, hors intérim et secteur domestique en France métropolitaine.

Source : Dares, enquêtes Acemo-Pipa.

## Taux d'épargne des ménages de 1950 à 2011



1. Rapport de la formation brute de capital fixe des ménages au revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Taux de détention par grand type d'actifs

en %

	2010
Livrets d'épargne	84,8
Épargne-logement	30,9
Valeurs mobilières	18,9
Ensemble assurance-vie, épargne retraite	46,6
Patrimoine financier	92,0
Patrimoine immobilier	59,8

Champ : ménages ordinaires.

Source : Insee, enquêtes Patrimoine 2009-2010.

## Actifs financiers des ménages dans l'UE en 2011

	Stocks		dont en %		
	en Mds d'euros	en % du PIB	Monnaies et dépôts	Actions et autres titres	Provisions d'assurances
Allemagne	4 715	182	41	23	36
Autriche	505	168	46	33	19
Belgique	942	255	32	40	26
Bulgarie	41	107	41	41	7
Danemark	632	264	19	30	51
Espagne	1 699	160	50	30	16
Estonie	17	107	29	55	10
Finlande	232	123	38	41	18
<b>France</b>	<b>4 028</b>	<b>202</b>	<b>30</b>	<b>24</b>	<b>38</b>
Grèce	244	113	82	12	5
Hongrie	88	99	39	45	11
Italie	3 464	219	32	48	19
Lettonie	12	58	48	21	15
Lituanie	23	74	42	36	8
Pays-Bas	1 832	304	23	13	62
Pologne	282	83	46	25	26
Portugal	384	225	41	32	16
Roumanie	85	64	35	53	4
Slovaquie	46	67	65	8	27
Slovénie	38	104	53	28	11
Suède	770	196	19	37	42

Source : Eurostat.